



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique  
Bureau pour l'Afrique du Nord

### Colloque

## Rôle des femmes entrepreneures dans le développement économique des pays de l'UMA

Allocution de Madame Karima Bounemra Ben Soltane  
Directrice, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique,  
Bureau pour l'Afrique du nord

M. Habib Ben Yahia, Secrétaire général, Union du Maghreb Arabe (UMA)  
M. Ahmed Ben Ali, Représentant de la Banque Islamique de Développement  
M. Youssef Mouhyi, Union Maghrébine des Employeurs (UME)  
M. Bouchaib Almoutawakil, Wali de Marrakech PI  
Chers collègues du Systèmes des Nations Unies  
Mesdames et Messieurs

En 2005, le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, Monsieur Ban Ki Moon disait, en parlant des Objectifs du Millénaire pour le Développement, ce n'est qu'en investissant sur les femmes et les petites filles dans le monde que nous arriverons à les réaliser, rappelant que toutes les nations avaient convenu que le progrès pour les femmes signifiait le progrès pour tous.

Aujourd'hui, à cinq ans de l'échéance des OMD, cette déclaration trouve encore plus son sens, en particulier du fait des effets prévisibles, et en certains endroits déjà perceptibles, de la crise sur le développement humain.

C'est pourquoi j'aimerais remercier le Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe qui, à travers l'organisation de ce colloque, nous rappelle qu'à chaque mois de mars les regards se tournent vers les femmes et qui nous invite – dès le premier jour du mois - à réfléchir sur le renforcement de sa participation au développement économique et au processus d'intégration des pays du Maghreb.

Nous nous sommes associés à l'organisation de ce colloque dans le cadre de la mise en œuvre du programme pluriannuel de coopération qui nous lie à l'UMA depuis janvier 2008, et de l'intérêt que nous portons aux questions de genre, dans toutes ses dimensions.

En effet, nous sommes convaincus que :

*L'égalité entre hommes et femmes et l'autonomisation des femmes sont tout à fait indispensables pour atteindre un développement durable et inclusif. Promouvoir l'éducation et la formation des femmes et leur accès à des moyens de production tels que la terre, le crédit, les techniques qui font économiser du temps ainsi que les Technologies de l'Information de la Communication pourraient aider [nos] pays à améliorer les taux annuels de croissance, afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement ...*

*Toutefois, nous ne devons pas perdre de vue que [notre région], comme le reste du monde, est confrontée à des problèmes liés aux récentes variations historiques des prix des denrées alimentaires et du pétrole, dont les effets ont été aggravés plus par la crise financière mondiale. Tout cela, associé aux effets négatifs du changement climatique, affecte les femmes et les hommes de manière différente et risque de creuser et d'élargir les inégalités existantes<sup>11</sup>.*

Depuis 1995, dans le cadre du suivi et de l'évaluation de la mise en oeuvre de la Plateforme de Beijing, nous avons mené une série d'études et favorisé les concertations sur le renforcement de l'insertion économique des femmes du Maghreb et faisons participer de manière systématique les femmes entrepreneurs à nos activités. Ainsi, par exemple, lors du Forum pour le développement de l'Afrique du Nord que nous avons organisé à Marrakech en février 2007 sur le thème du commerce en Afrique du Nord, un groupe de travail avait été mis en place pour analyser le rôle que peuvent avoir les femmes dans les échanges de la région.

Permettez-moi de partager avec vous certaines des conclusions de nos travaux :

- les femmes au Maghreb ne font pas face à des barrières légales dans leur accès à l'activité économique. Bien au contraire, des efforts notables ont été faits et continuent de l'être dans ce domaine. Les pays de la sous région ont ratifié les accords légaux internationaux fondamentaux régissant le travail des femmes, et l'égalité entre la femme et l'homme en matière d'emplois et de salaires est garantie par la loi. La femme peut passer des contrats, acheter, vendre et disposer de ses biens, meubles et immeubles.
- Mais les textes seuls ne suffisent pas, et les femmes restent une ressource largement inexploitée. Les quelques données disponibles permettent d'affirmer que si des progrès certains ont été enregistrés vers une plus grande égalité dans les capacités (essentiellement à travers

---

<sup>11</sup> Extrait adapté du discours de M. Abdoulie Janneh, à l'ouverture d'ADF6, sixième Forum pour le Développement de l'Afrique, sur le thème 'Agir pour l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'élimination de la violence contre les femmes en Afrique'.

l'accès à l'éducation), beaucoup reste à faire dans le domaine des opportunités, surtout économiques. Les femmes progressent dans le marché du travail formel ; elles ont cependant plus de difficultés d'accès que les hommes, elles le font en nombre bien plus réduit et dans des situations souvent inégales en termes de salaires, de conditions de travail, de statut et de responsabilités professionnelles. De plus, elles connaissent des taux et des durées de chômage plus élevés. Beaucoup d'entre elles s'orientent vers le secteur informel et d'autres, en augmentation, vers les marchés étrangers du travail comme immigrantes.

- Les femmes de la sous région se tournent davantage vers le secteur marchand de l'économie (formel et informel) pour assurer leur survie et celles de leurs familles, comme l'indiquent les tendances à la hausse (i) des taux de chômage des femmes, (ii) des femmes occupées dans le secteur informel (dans les micro-entreprises familiales et comme travailleuses à domicile, très souvent), (iii) des femmes demandant des micro-crédits, (iv) et des femmes entrepreneurs de micro - et petites entreprises.
- En ce qui concerne les femmes entrepreneurs, nos études ont relevé la faiblesse, voire l'absence de données désagrégées par genre en général, et en particulier relatives aux femmes classifiées comme employeurs. Certaines enquêtes révèlent cependant que – bien qu'à des niveaux différents entre les cinq pays - les femmes entrepreneures représentent une classe en devenir.

Ainsi, dans un pays comme la Tunisie, les études soulignent que les femmes entrepreneurs, tout comme les hommes entrepreneurs, constituent une catégorie émergente. On estime que le nombre de femmes entrepreneurs, supérieur à 10 000 depuis 2004, a été multiplié par 40 depuis 1970. En 2000, 6% des entreprises industrielles étaient dirigées par des femmes, et cette proportion atteignait 6,6% pour les entreprises d'une taille dépassant 10 emplois.

Cette tendance est la même au Maroc où le nombre de femmes entrepreneurs gérant et/ou possédant une entreprise appartenant à plusieurs secteurs d'activités et faisant travailler une main d'œuvre qualifiée est en augmentation.

- De manière générale, ces progrès s'expliquent par la combinaison de deux principaux facteurs. D'une part, l'accès des femmes à l'éducation et à l'emploi et d'autre part la reconnaissance du rôle du secteur privé dans le développement économique et les mesures prises pour l'amélioration du climat des affaires.

Les difficultés que les femmes ont à trouver un emploi satisfaisant, surtout pour les diplômées, et l'insatisfaction dans le travail salarié expliqueraient

également pourquoi l'entrepreneuriat est vu parfois comme la seule alternative .

- Les femmes nord africaines sont détentrices de savoirs traditionnels et empiriques liés, par exemple aux métiers du textile et de la confection, de la production et de la transformation d'aliments, de la vannerie et de la poterie, de la décoration, ..... Les biens et services produits sont souvent uniques et hautement valorisés dans certains marchés, internes et externes. Ce «capital culturel» constitue le principal actif de millions de femmes pauvres qu'il faut bien sûr préserver, mais aussi faire évoluer pour leur permettre de mieux s'inscrire dans un marché aux exigences sans cesse changeantes.
- Aujourd'hui, les femmes investissent aussi des activités à forte valeur-ajoutée. Une nouvelle génération de femmes ayant des formations pointues et de haut niveau s'orientent notamment vers des secteurs tertiaires innovants et dynamiques comme les bureaux d'études et de conseil, la stratégie d'entreprise, la qualité, ou les TIC  
Elles sont aussi de plus en plus présentes, même si c'est à un degré moindre, dans d'autres domaines comme l'agroalimentaire, la pêche, la construction, l'industrie mécanique – électrique, la chimie.

Il devient donc critique que toutes les mesures soient prises pour leur permettre une meilleure insertion dans la vie active.

Le second point sur lequel je souhaitais intervenir est celui de l'intégration régionale

Du fait des différentes crises récentes et de leurs répercussions, le principal défi qui se pose à la plupart des pays de la planète est de déterminer les mesures et les activités qui les feront gagner davantage de points de croissance et d'accompagner ce gain par la création de davantage d'emplois, de richesse et de bien être.

Certaines des solutions passent par l'intégration régionale. Or, en ce qui concerne notre région, les analyses menées au cours des cinq dernières années, indiquent clairement que la Maghreb compte parmi les régions les moins intégrées du monde, et que cette non intégration a un coût réel.

Ainsi, les travaux de la CEA montrent que non seulement une simple élimination des tarifs douaniers peut provoquer un accroissement du PIB qui peut aller jusqu'à 2.5% dans le cas de certains pays, mais surtout que la réalisation d'un marché commun permettrait d'accroître ces gains potentiels de manière très significative.

De même, une étude menée par le bureau Afrique du Nord de la CEA a conclu qu'en supprimant un certain nombre de barrières au commerce entre les pays de l'UMA, il était possible de multiplier par 10 le volume de leurs échanges et d'augmenter de 33% les exportations de la région.

Si nous nous en donnons les véritables moyens, l'intégration régionale peut rapidement devenir une réalité tangible au Maghreb, ainsi qu'un levier puissant dans le cadre de la lutte contre le chômage, notamment des femmes.

Cette intégration ne concerne pas seulement les dirigeants de nos pays. Nous sommes persuadés que la société civile et le secteur privé en portent également la responsabilité et nous nous réjouissons de voir se multiplier les initiatives de collaboration dans de nombreux secteurs d'activité et la mise en place de Communautés de pratique (CoP) qui confortent le réseautage.

C'est pourquoi nous avons applaudi la création, ici même, il y a trois ans, de l'Union Maghrébine des Employeurs (UME) et que nous saluons la présence parmi nous de représentant.

C'est pourquoi nous avons favorisé la coopération entre les centres de jeunes dirigeants (CJD) nationaux et que nous les avons accompagnés lors de la création du CJD Maghreb.

C'est pourquoi nous organisons tous les ans, depuis 2007, une rencontre des économistes méditerranéens.

Alors, que peut on faire pour les femmes chefs d'entreprises participent elles aussi et au mieux à cette indispensable intégration ?

Au-delà de l'insertion de l'approche genre au cœur des politiques et des programmes de développement nationaux et sectoriels, comment faire en sorte que cette insertion devienne systématique au niveau des projets régionaux ?

Quels mécanismes, quelles plates-formes peut on mettre en place pour permettre plus de concertation et de coopération entre nos femmes entrepreneurs.

Des produits 'Made in Maghreb' répondant à des normes communes de qualité sont-ils concevables?

Y a-t-il de nouveaux types d'activités (e.g. services sociaux) et des créneaux (économie du savoir, économie verte) à développer pour favoriser l'entrepreneuriat féminin?

Nous attendons de ce colloque qu'il propose des recommandations dans ce sens en favorisant l'échange d'informations et d'expériences : il y a en effet

beaucoup à apprendre des bonnes pratiques que nos éminents intervenants vont partager au cours de ces deux journées. Je les remercie de leur contribution et leur souhaite, ainsi qu'à tous les participants, un excellent séjour à Marrakech.

Je terminerai par remercier tous les partenaires qui ont apporté leur soutien à l'organisation de cette rencontre : la Banque Islamique de Développement, le Centre Africain pour les politiques commerciales de la CEA, la division des TIC et des Sciences et Technologies de la CEA, le Bureau régional pour le Maghreb de l'UNIFEM, le Bureau du PNUD en Algérie et le Bureau du PNUD en Tunisie.

Mesdames et messieurs

Le 8 mars est dans une semaine, j'aimerais dès à présent vous souhaiter une bonne fête et formuler le vœu que vos efforts pour une meilleure intégration de la femme dans la vie économique en particulier et dans l'intégration des pays de la région se poursuivent au quotidien, et qu'au-delà des célébrations internationales et nationales, vous restiez convaincus que ce défi est l'affaire de tous et de tous les instants, si nous voulons créer les conditions d'une vie meilleure.

Je vous remercie de votre attention.